



Et si le droit ne s'arrêtait pas aux frontières ?

Comprendre les architectures du droit
européen et international.

Deux distinctions qui sauvent un oral

Union Européenne (UE)



CJUE

Un ordre juridique intégré qui produit des normes directement applicables.

Conseil de l'Europe

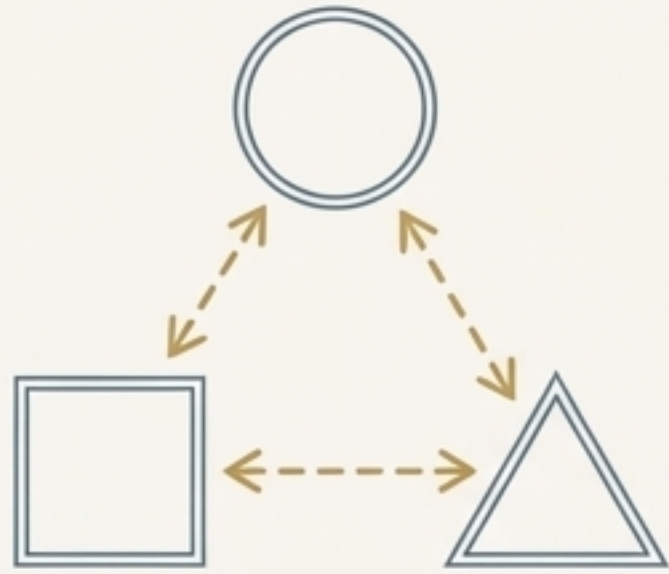


CEDH

Une organisation de coopération pour les droits humains et la démocratie.

Règle n°1 : La CJUE n'est pas la CEDH.

Droit international vs. Droit de l'Union européenne : deux logiques différentes



Le droit de la coopération entre États

Regroupe les règles qui organisent les relations entre États et acteurs internationaux.

• Traités • Coutume • Coopération • Stabilité • Paix • Commerce



Un ordre juridique à part entière

Forme un ordre juridique qui produit des normes (règlements, directives) s'imposant aux États membres et créant des droits pour les individus.

Un **ordre juridique** • Règlements • Directives • Droits pour les individus

Après 1945 : construire la paix et les droits par le droit.

1945

Charte des Nations unies : Un cadre mondial pour la paix et la sécurité collective.

1957

Traité de Rome (CEE) : Le début de l'intégration économique européenne.

2009

Traité de Lisbonne : L'architecture actuelle de l'UE ; la Charte des droits fondamentaux acquiert une valeur juridique contraignante.

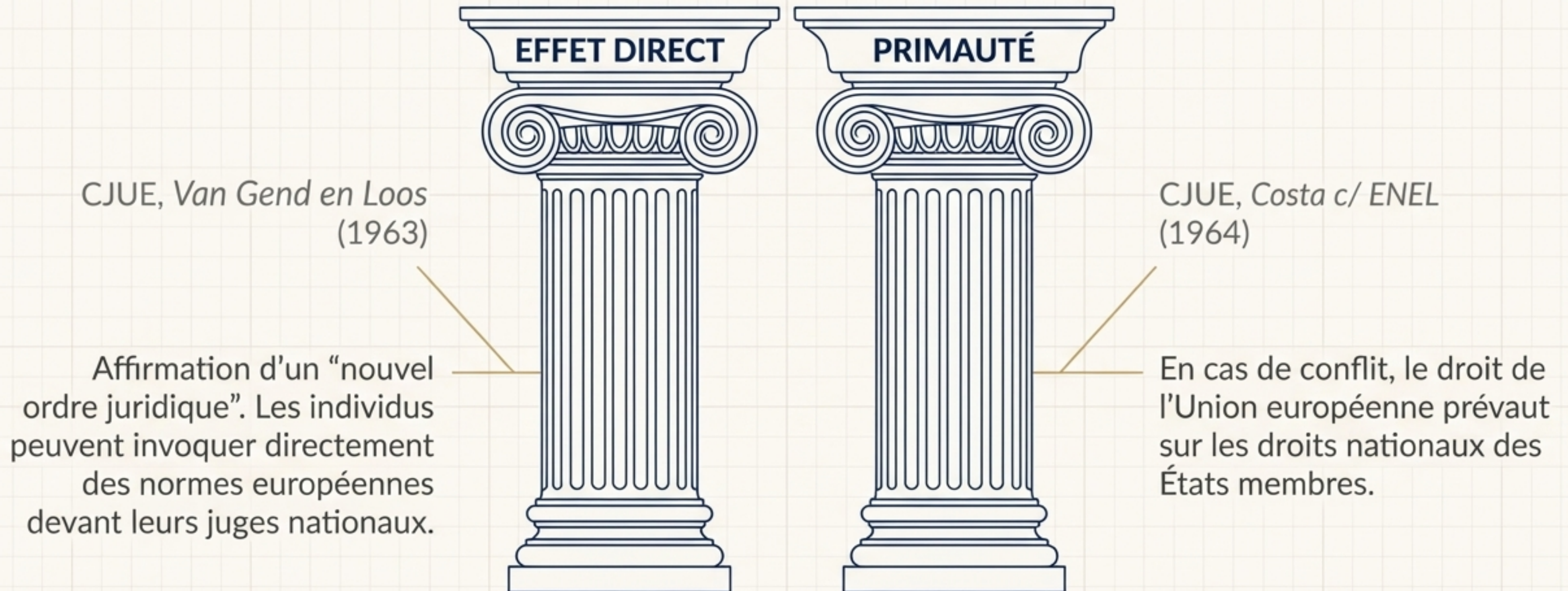
1950

Convention européenne des droits de l'homme : Un standard commun de droits fondamentaux pour l'Europe, contrôlé par la CEDH.

1992

Traité de Maastricht : Naissance de l'Union européenne et de la citoyenneté européenne.

Les deux piliers jurisprudentiels qui ont fondé l'ordre juridique de l'UE



Les sources du droit : des traités aux actes des institutions.

Les Traités (Droit Primaire)

Les engagements écrits fondamentaux qui structurent l'Union (ex : Traité de Lisbonne).

Le Droit Dérivé de l'UE

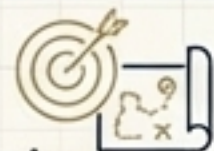
Les actes adoptés par les institutions de l'UE. Le trio à maîtriser :

Règlement



Portée générale, obligatoire dans tous ses éléments et **directement applicable** dans tout État membre.

Directive



Lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, mais laisse aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens (**transposition** nécessaire).

Décision



Obligatoire pour ses destinataires spécifiques (un État, une entreprise).

« L'Europe impose tout » ? Nuancez : l'exemple du RGPD.

Le Règlement - Application Directe



Exemple : Le **RGPD** (Règlement Général sur la Protection des Données).

C'est un règlement, donc le même texte s'applique de la même manière dans tous les pays de l'UE depuis 2018. Il crée un standard européen unifié pour la protection des données personnelles.

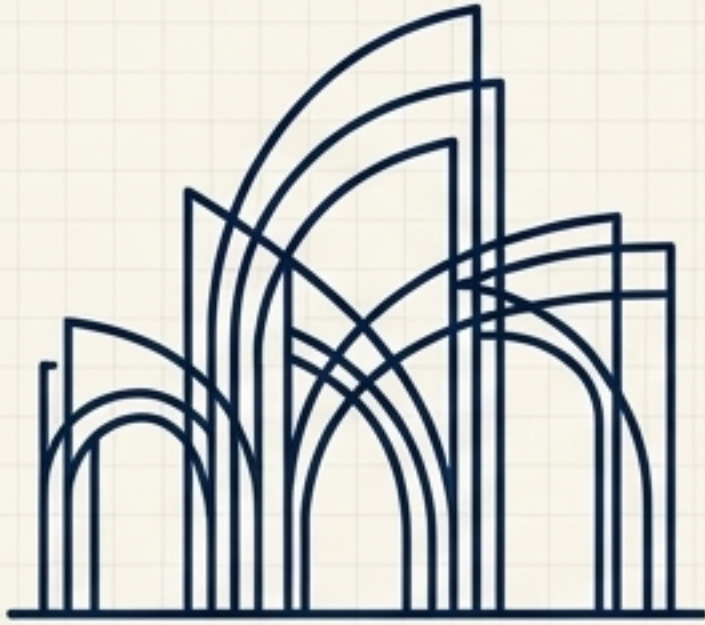
La Directive - Objectif Commun, Transposition Nationale



Exemple (fictif pour la clarté) : Imaginez une directive sur la qualité de l'air fixant un objectif de réduction des émissions de 20% en 5 ans.

Chaque État membre choisirait ses propres outils pour atteindre cet objectif : taxes, normes industrielles, subventions... La France pourrait agir différemment de l'Allemagne, tant que l'objectif est atteint.

Les deux cours européennes clés : des missions distinctes.



La Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE)

- **Rôle:** Assure l'unité d'interprétation et d'application du droit de l'**Union européenne**.
- **Fonctions clés:** Interprète le droit de l'UE à la demande des juges nationaux (renvoi préjudiciel), contrôle la légalité des actes de l'UE.
- *Siège: Luxembourg.*



La Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH)

- **Rôle:** Juge si un État partie à la **Convention européenne des droits de l'homme** a respecté les droits qu'elle garantit.
- **Conditions:** Ne peut être saisie qu'après l'épuisement des voies de recours internes.
- *Siège: Strasbourg.*

Le juge national : un « pont » entre le droit interne et le droit européen.

Principe en Droit Français

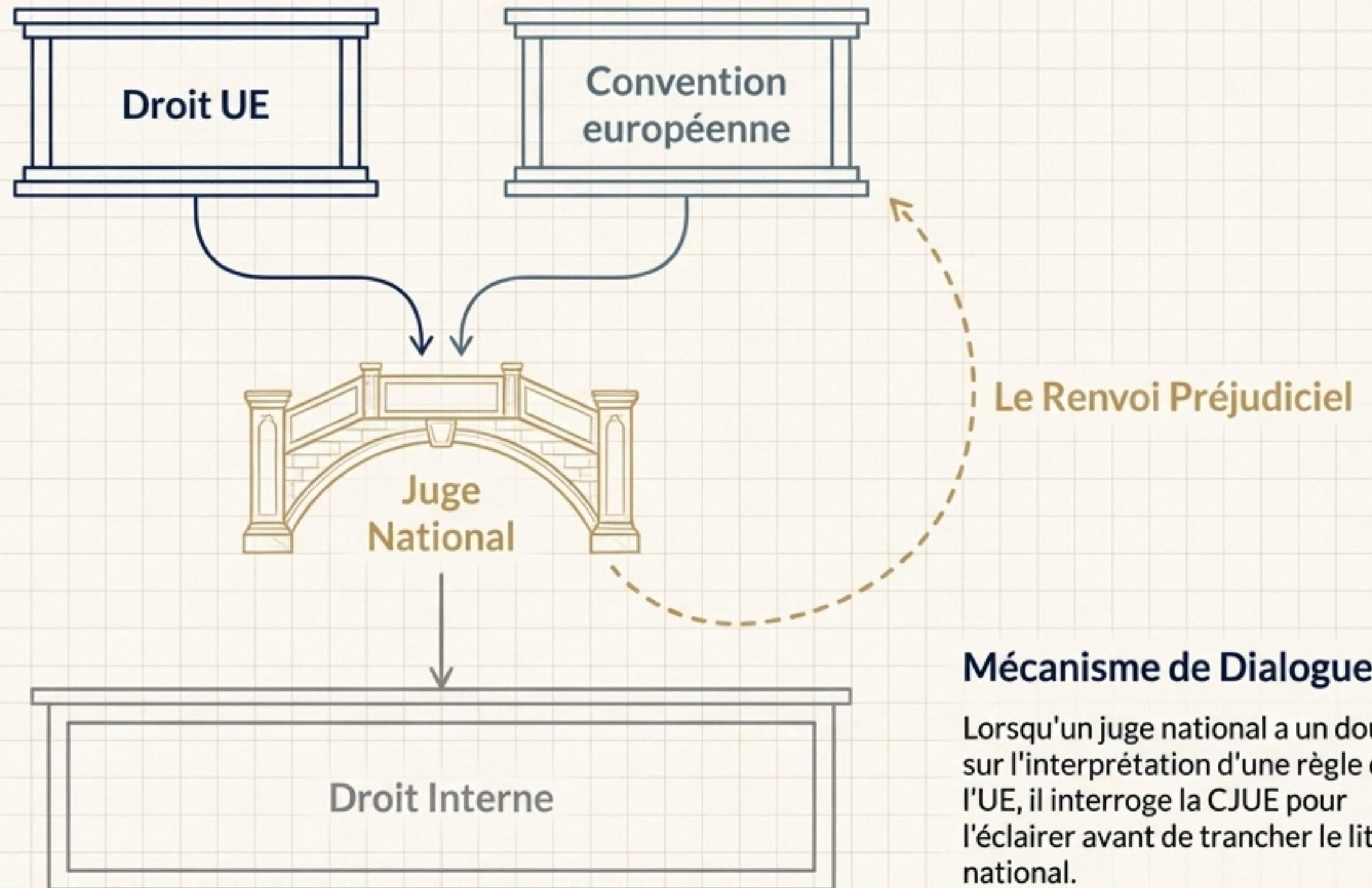
Référence: Constitution, Article 55.

« Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois. »

Le Rôle Clé du Juge National

Le juge national est le premier juge d'application du droit de l'Union et de la Convention européenne.

Il doit articuler les différentes sources de droit. Il écarte une loi nationale contraire à un traité ou au droit de l'UE. Il est une **'interface'** essentielle.



Mécanisme de Dialogue

Lorsqu'un juge national a un doute sur l'interprétation d'une règle de l'UE, il interroge la CJUE pour l'éclairer avant de trancher le litige national.

Les grands débats qui animent le droit européen et international



Souveraineté : Partage ou perte ?

Comment l'intégration reconfigure-t-elle le pouvoir de l'État ?



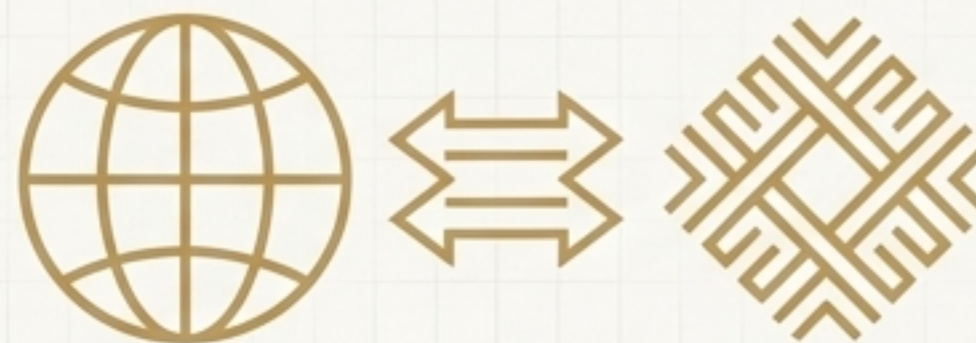
Droits Fondamentaux vs. Sécurité

Où placer le curseur entre protection des libertés et impératifs de sécurité (terrorisme, surveillance, frontières) ?



Primauté vs. Constitution

Que se passe-t-il en cas de tension entre une norme européenne et une norme constitutionnelle nationale ?

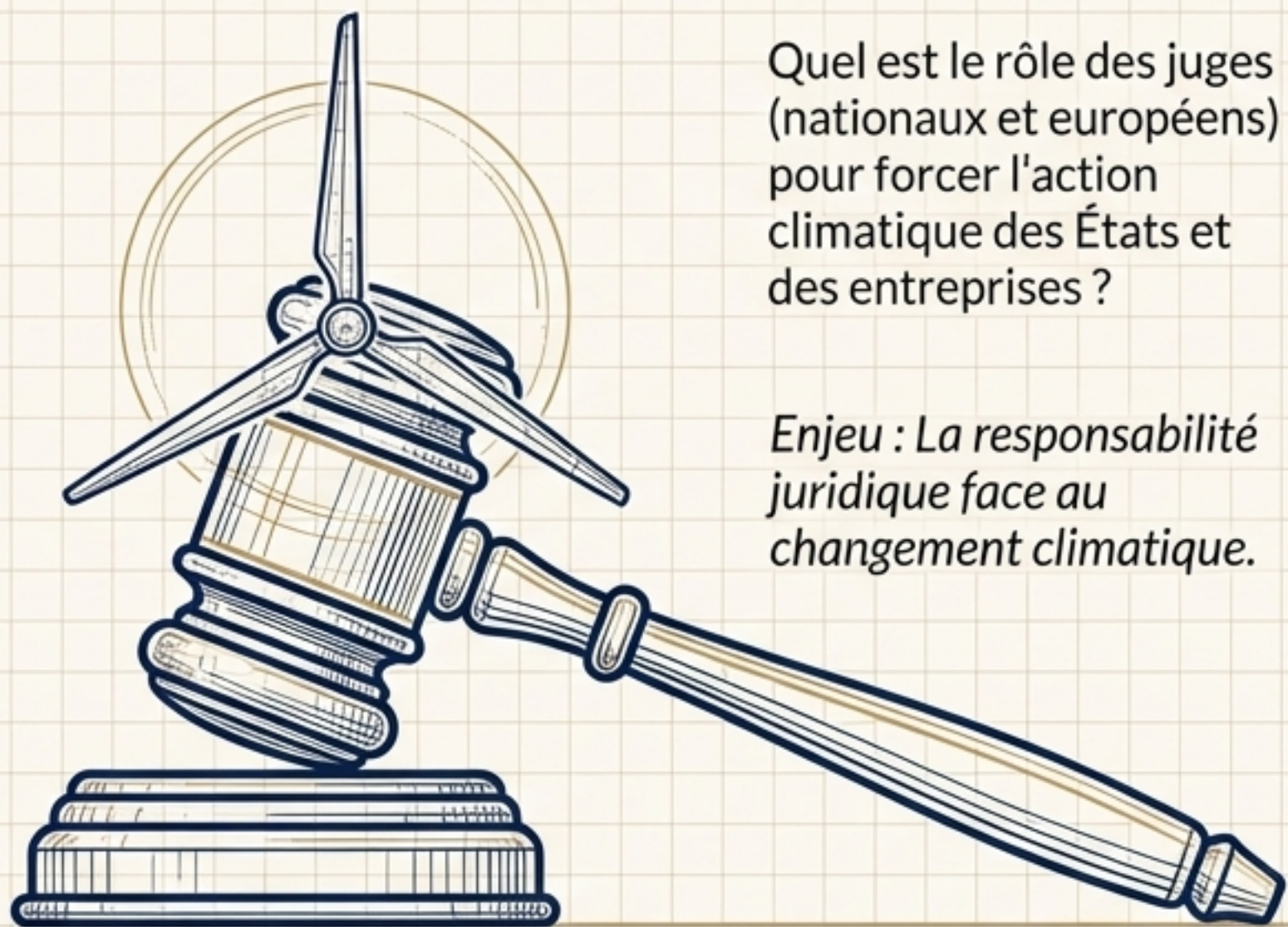


Universalisme vs. Relativisme

Les droits humains sont-ils véritablement universels ou sont-ils culturellement situés ?

Les nouvelles frontières du droit : climat et numérique.

Axe 1 : La Contrainte Environnementale



Quel est le rôle des juges (nationaux et européens) pour forcer l'action climatique des États et des entreprises ?

Enjeu : La responsabilité juridique face au changement climatique.

Axe 2 : La Régulation du Numérique



Comment un cadre européen (RGPD, régulation des plateformes, IA) reconfigure-t-il l'économie mondiale et nos libertés ?

Enjeu : Imposer un modèle réglementaire européen face aux géants technologiques.

Votre stratégie pour l'oral : une structure en 4 temps.

1

1. Fonder le propos

Commencez par les deux distinctions clés : UE/Conseil de l'Europe et Droit international/Droit de l'UE.



2

2. Démontrer la maîtrise

Placez 2 repères jurisprudentiels fondateurs : Van Gend en Loos (1963) pour l'effet direct et Costa c/ ENEL (1964) pour la primauté.



3

3. Illustrer avec l'actualité

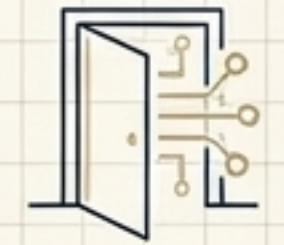
Donnez un exemple contemporain précis : RGPD, sanctions internationales, migrations, jugement climatique.



4

4. Ouvrir la discussion

Terminez en soulevant un débat pertinent : souveraineté, sécurité, numérique.



Les pièges à éviter pour une argumentation précise

- ✗ **Ne confondez pas :** Union européenne (et sa cour, la CJUE) et Conseil de l'Europe (et sa cour, la CEDH).
- ✗ **Ne simplifiez pas :** Évitez « l'Europe impose tout ». Distinguez l'effet direct d'un **règlement** de la transposition d'une **directive**.
- ✗ **N'oubliez pas :** Le rôle central des **juges nationaux** comme « interfaces » et premiers applicateurs du droit.
- ✗ **Ne réduisez pas :** Le droit international à de la morale. C'est un système juridique avec des traités, des juridictions et des procédures, même si son exécution est parfois politique.
- ✗ **N'affirmez pas sans preuve :** Quand vous parlez de souveraineté, donnez un exemple concret (données, sanctions, climat).

Repères Clés : Votre Fiche de Révision.

Dates Fondamentales

1945: Charte des Nations unies
1950: Convention eur. des droits de l'homme
1957: Traité de Rome
1992: Traité de Maastricht
2009: Traité de Lisbonne

Concepts Doctrinaux (CJUE)

1963: Van Gend en Loos → Effet direct
1964: Costa c/ ENEL → Primauté

Outils Juridiques (Droit Dérivé UE)

Règlement: Applicable directement
Directive: Nécessite une transposition
Décision: Obligatoire pour destinataires

Acteurs Judiciaires

CJUE: Droit de l'Union européenne
CEDH: Convention eur. des droits de l'homme

Exemple contemporain à retenir : **RGPD** (Règlement 2016/679)

« Les hommes naissent et demeurent
libres et égaux en droits. »

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, 1789, Art. 1

Les ordres juridiques contemporains, une architecture complexe au service d'un principe simple